

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2004 — 1602

[2004/201270]

**1<sup>er</sup> AVRIL 2004. — Décret relatif aux itinéraires touristiques balisés,  
aux cartes de promenades et aux descriptifs de promenades (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Titre I<sup>er</sup> — Dispositions générales**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Du champ d'application**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution, en application de l'article 138 de celle-ci, et, pour les articles 40 à 44 du présent décret, une matière régionale.

**CHAPITRE II. — Des définitions**

**Art. 2.** On entend par :

1<sup>o</sup> itinéraire balisé : tout itinéraire de promenade, à vocation principalement touristique, destiné au trafic non motorisé, indiqué par des balises;

2<sup>o</sup> itinéraire permanent : itinéraire balisé pour plus de dix jours;

3<sup>o</sup> balisage : pose, à intervalles réguliers, de signes indiquant le tracé d'un itinéraire de promenade. N'est pas considérée comme balisage toute pose de signes réalisés avec un matériau directement prélevé dans la nature ou avec un matériau à base de calcium dilué rapidement par la pluie;

4<sup>o</sup> balise : élément constitutif du balisage, à savoir le signe normalisé caractéristique de la promenade dont les modèles sont définis par le Gouvernement, le fond sur lequel ce signe est apposé et son système d'implantation éventuelle.

Sont considérés comme balises :

a. les balises toponymiques : balises destinées à donner une information d'ordre historique, esthétique, scientifique ou culturel, le long d'un itinéraire permanent, dont le modèle est défini par le Gouvernement;

b. les balises directionnelles complètes : balises munies d'une flèche indicatrice, ayant pour objet de donner une information complète sur la nature et la longueur de l'itinéraire permanent, comprenant à tout le moins le nom de l'itinéraire permanent et son but, dont le modèle est défini par le Gouvernement;

c. les balises directionnelles simples : balises munies d'une flèche indicatrice, ayant pour objet d'indiquer un changement de direction, dont les normes sont définies par le Gouvernement;

d. les jalons : balises ayant pour objet de rappeler ou de confirmer la direction à emprunter, dont les normes sont définies par le Gouvernement;

e. les panneaux de départ : panneaux matérialisant le point de départ d'un ou de plusieurs itinéraires permanents, ayant pour objet de donner une information complète sur ceux-ci, dont les normes sont définies par le Gouvernement;

f. les panneaux d'information, dont les normes sont définies par le Gouvernement;

5<sup>o</sup> carte de promenades : toute carte topographique à échelle donnée indiquant des itinéraires permanents et les différents équipements destinés, sous quelque dénomination que ce soit, à l'accueil du touriste;

6<sup>o</sup> descriptif de promenade : tout document contenant des informations destinées à décrire un ou plusieurs itinéraires permanents et à guider l'utilisateur le long de ceux-ci.

Ce document, différent de la carte de promenades, peut exister sous forme de livre, fiches, carnet, guide, dépliant, fascicule, comme, entre autres, le topo-guide, le "road book", le "carto-guide", le "pocket-plan", les fiches de promenades, les carnets de promenades;

7<sup>o</sup> signe régional de reconnaissance : écusson, dont le modèle est défini par le Gouvernement, attestant que l'itinéraire permanent est autorisé ou que la carte de promenades ou le descriptif de promenade est reconnu par le Commissariat général au tourisme;

8<sup>o</sup> touriste : toute personne qui, pour le loisir, la détente ou les affaires, se rend dans un lieu de destination situé au-delà de la commune où elle réside habituellement ou des communes limitrophes à celle-ci et qui séjourne hors de sa résidence habituelle;

9<sup>o</sup> commission régionale : commission instituée en vertu de l'article 186bis de la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 février 1996 visant à exécuter les articles 186bis, 188, 193, 194, 196 et 197 du titre XIV de la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier.

**CHAPITRE III. — De la computation des délais**

**Art. 3.** Le jour de la réception de l'acte, qui est le point de départ d'un délai, n'y est pas inclus.

**Art. 4.** Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

**Titre II. — De l'autorisation et de la reconnaissance**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Des principes**

**Art. 5.** Tous les itinéraires permanents, à l'exclusion de ceux mis en place dans le cadre du Réseau autonome des voies lentes, doivent faire l'objet d'une autorisation préalable et expresse.

Les cartes de promenades et les descriptifs de promenades peuvent être reconnus.

CHAPITRE II. — *Des conditions d'autorisation ou de reconnaissance**Section 1<sup>re</sup> — Des itinéraires permanents*

**Art. 6.** Pour être autorisé, un itinéraire permanent doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° le signe normalisé doit être identique tout le long de son parcours et être conforme aux normes définies par le Gouvernement;

2° un panneau de départ qui indique au minimum les informations définies par le Gouvernement et une balise directionnelle simple doivent être installés au départ de l'itinéraire permanent;

3° des balises directionnelles complètes, indiquant au minimum les informations définies par le Gouvernement, doivent être installées aux principaux points d'accès à l'itinéraire permanent;

4° les balises et le balisage doivent être conformes aux normes définies par le Gouvernement.

**Art. 7.** Le Gouvernement est habilité à préciser les conditions à remplir pour pouvoir obtenir une autorisation de baliser un itinéraire permanent.

**Art. 8.** Pour les itinéraires ayant trait à un thème spécifique lié à l'histoire, au folklore ou à la culture locale, le Gouvernement peut autoriser des dérogations aux normes qu'il définit.

*Section 2. — Des cartes de promenades*

**Art. 9.** Pour être reconnue, une carte de promenades doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° elle ne reprend et n'indique que des itinéraires permanents;

2° elle est établie à l'échelle, laquelle est clairement indiquée sur la couverture et sur la carte;

3° elle identifie les types d'usagers concernés sur la couverture, dont le modèle est établi par le Gouvernement;

4° elle répertorie chaque itinéraire permanent en fonction des types d'usagers concernés;

5° elle reporte le tracé des itinéraires permanents, ainsi que la forme et la couleur exactes des signes normalisés présents sur le terrain, sans occulter les données importantes reprises sur le fond de carte;

6° elle précise les longueurs, les sens uniques et, le cas échéant, les niveaux de difficulté des différents itinéraires permanents;

7° elle indique les raccordements avec les réseaux d'itinéraires permanents des territoires voisins;

8° elle mentionne les équipements destinés à l'accueil et à l'information du touriste, dont au minimum les éléments définis par le Gouvernement, sans occulter les données importantes reprises sur le fond de carte.

**Art. 10.** Le Gouvernement est habilité à préciser les normes auxquelles doivent satisfaire les cartes de promenades pour pouvoir être reconnues.

*Section 3. — Des descriptifs de promenades*

**Art. 11.** Pour être reconnu, un descriptif de promenade ne décrit que des itinéraires permanents.

**Art. 12.** Le Gouvernement est habilité à préciser les normes auxquelles doivent satisfaire les descriptifs de promenades pour pouvoir être reconnus.

CHAPITRE III. — *De la procédure d'autorisation et de reconnaissance*

**Art. 13.** Toute demande tendant à obtenir une autorisation de baliser un itinéraire permanent ou la reconnaissance d'une carte de promenades ou d'un descriptif de promenade doit être introduite par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception adressée au Commissariat général au tourisme.

Le Gouvernement détermine la forme de la demande d'autorisation d'un itinéraire permanent ainsi que son contenu et le nombre d'exemplaires à adresser.

Le Gouvernement détermine la forme de la demande de reconnaissance des cartes de promenades et des descriptifs de promenades, ainsi que son contenu et le nombre d'exemplaires à adresser.

**Art. 14.** Si la demande est incomplète, le Commissariat général au tourisme adresse au demandeur, dans les quinze jours de sa réception, par envoi recommandé à la poste, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Les pièces manquantes doivent être adressées au Commissariat général au tourisme par lettre recommandée à la poste.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Dans les quinze jours de la réception de la demande complète ou des pièces manquantes, le Commissariat général au tourisme adresse au demandeur un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

§ 2. Lorsque l'itinéraire envisagé est, en tout ou en partie, situé en forêt, le Commissariat général au tourisme envoie la demande d'autorisation pour avis à l'inspecteur général de la Division nature et forêts de la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement, dénommé ci-après l'inspecteur général, en même temps qu'il notifie au demandeur l'accusé de réception visé au paragraphe précédent.

Dans un délai de quarante-cinq jours à dater du moment où le dossier lui est transmis, l'inspecteur général rend un avis motivé et le notifie au Commissariat général au tourisme et, par lettre recommandée à la poste, au demandeur. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au tourisme.

§ 3. Dans l'hypothèse où le Commissariat général au tourisme ne partage pas l'avis défavorable rendu par l'inspecteur général, il envoie, dans les quinze jours de la réception de cet avis, la demande d'autorisation pour avis conforme à la Commission régionale. Il envoie en même temps au demandeur, par lettre recommandée à la poste, copie de cette demande d'avis.

Dans les soixante jours à dater du moment où le dossier est transmis à son président, la Commission régionale rend un avis motivé et le notifie au Commissariat général au tourisme et, par lettre recommandée à la poste, au demandeur. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au tourisme.

**Art. 16.** Le Commissariat général au tourisme statue sur la demande d'autorisation de baliser un itinéraire permanent et notifie sa décision au demandeur dans les six mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'article 15, § 1<sup>er</sup>.

Le Commissariat général au tourisme statue sur la demande de reconnaissance d'une carte de promenades ou d'un descriptif de promenade et notifie sa décision dans les soixante jours à dater de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'article 15, § 1<sup>er</sup>.

La décision du Commissariat général au tourisme est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception. Le cas échéant, une copie est adressée à l'inspecteur général.

L'absence de notification au demandeur dans le délai prévu équivaut à une décision de refus.

**Art. 17.** Le Commissariat général au tourisme délivre, pour tout itinéraire permanent, toute carte de promenades reconnue et tout descriptif de promenade reconnu, un numéro régional d'identification.

**Art. 18.** Le Commissariat général au tourisme publie chaque année un guide officiel des promenades en Wallonie relatif aux itinéraires permanents.

#### CHAPITRE IV. — *De la procédure de retrait de l'autorisation ou de la reconnaissance*

**Art. 19.** L'autorisation ou la reconnaissance peut être retirée par le Commissariat général au tourisme lorsque les dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'application ne sont pas respectées.

Lorsque l'autorisation est accordée pour un itinéraire permanent situé en tout ou en partie en forêt, l'inspecteur général peut demander au Commissariat général au tourisme de retirer cette autorisation, s'il constate que les dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'application ne sont pas respectées.

Si le Commissariat général au tourisme estime pouvoir maintenir l'autorisation, la demande de l'inspecteur général est soumise pour avis à la Commission régionale. La décision finale relève de la compétence du Commissariat général au tourisme.

**Art. 20.** Avant de prendre une décision retirant une autorisation ou une reconnaissance, le Commissariat général au tourisme informe son titulaire, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, des motifs du retrait projeté.

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de la réception de cet avis pour transmettre ses observations par lettre recommandée à la poste au Commissariat général au tourisme. Il peut, dans le même délai et les mêmes formes, demander à être entendu. Dans ce cas, l'audition est effectuée par le Commissariat général au tourisme. Un procès-verbal est établi. Le titulaire est averti de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Il peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix.

Le Commissariat général au tourisme notifie sa décision au titulaire par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

**Art. 21.** Le Commissariat général au tourisme peut, à tout moment, décider de mettre un terme à la procédure de retrait, ce dont il avise le titulaire de l'autorisation ou de la reconnaissance par lettre recommandée à la poste.

Une décision de retrait ne peut intervenir plus de six mois après l'envoi de la lettre visée à l'article 20, alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 22.** Le Commissariat général au tourisme informe l'inspecteur général des décisions de retrait d'autorisation de baliser un itinéraire permanent situé en tout ou en partie en forêt.

#### CHAPITRE V. — *Des conditions et de la procédure de recours*

**Art. 23.** Le demandeur ou le titulaire de l'autorisation ou de la reconnaissance, ci-après également dénommé le "demandeur", peut exercer un recours motivé auprès du Gouvernement à l'encontre de la décision de refus ou de retrait de l'autorisation ou de la reconnaissance.

Le recours est introduit dans les trente jours de la réception de la décision contestée ou, dans le cas prévu à l'article 16, alinéa 4, de la date à laquelle la décision de refus est considérée comme acquise.

Il est adressé par lettre recommandée à la poste au Commissariat général au tourisme et est accompagné d'une copie de la décision contestée si elle existe.

Le recours n'est pas suspensif, sauf s'il porte sur une décision de retrait. Dans ce cas, la décision de retrait est suspendue pendant le délai laissé au demandeur pour former recours et, le cas échéant, jusqu'à la décision du Gouvernement statuant sur recours.

**Art. 24.** Dans les dix jours de la réception du recours, le Commissariat général au tourisme adresse au demandeur un accusé de réception par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Le demandeur peut solliciter d'être entendu, soit dans son recours, soit par lettre recommandée à la poste adressée au Commissariat général au tourisme, dans les quinze jours qui suivent la réception par le demandeur de l'accusé de réception de son recours.

Le demandeur est averti au moins huit jours avant la date fixée pour l'audition. Il peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix. Un procès-verbal de l'audition est établi.

**Art. 25.** Le Gouvernement statue sur le recours et notifie sa décision au demandeur dans un délai de soixante jours qui suivent l'envoi, par le Commissariat général au tourisme, de l'accusé de réception du recours visé à l'article 24.

La décision du Gouvernement est notifiée au Commissariat général au tourisme et, par lettre recommandée à la poste, au demandeur. Le cas échéant, une copie est envoyée à l'inspecteur général.

A défaut pour le demandeur d'avoir reçu la décision du Gouvernement dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai fixé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il peut adresser une lettre de rappel. Celle-ci est envoyée par lettre recommandée à la poste au Commissariat général au tourisme. Son contenu doit contenir le terme "rappel" et solliciter, sans ambiguïté, qu'il soit statué sur le recours dont une copie est jointe à la lettre.

A défaut de notification de la décision du Gouvernement dans les trente jours qui suivent la réception par le Commissariat général au tourisme de la lettre recommandée concernant le rappel, le silence du Gouvernement est réputé constituer une décision de rejet.

**Titre III. — Des subventions****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Des généralités**

**Art. 26.** Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut accorder une subvention pour :

- 1° la conception, la fourniture et la pose de balises pour les itinéraires permanents;
- 2° les cartes de promenades et les descriptifs de promenades reconnus.

**CHAPITRE II. — Des conditions d'octroi et de maintien des subventions**

**Art. 27.** La faculté d'octroyer des subventions est subordonnée aux conditions suivantes :

1° l'itinéraire permanent, la carte de promenades ou le descriptif de promenade peut contribuer au développement du tourisme en Région wallonne;

2° le demandeur s'engage à ne pas vendre les cartes et les descriptifs de promenades à un prix excédant 8 euros par exemplaire; à cette fin, le demandeur complète le formulaire défini par le Gouvernement. La couverture de la carte de promenades et du descriptif de promenade porte respectivement la mention "Cette carte ne peut être vendue à un prix excédant 8 euros." et "Ce descriptif ne peut être vendu à un prix excédant 8 euros."

Le Gouvernement est habilité à adapter le montant prévu à la phrase précédente pour tenir compte de la valeur de l'indice des prix à la consommation du mois de l'entrée en vigueur du présent décret, selon la formule :

$$\text{montant prévu ci-avant} \times \frac{\text{indice nouveau}}{\text{indice de départ}}$$

l'indice de départ étant celui du mois de l'entrée en vigueur du présent décret et l'indice nouveau celui du mois de la date anniversaire de cette entrée en vigueur.

En toute hypothèse, le montant adapté est arrondi à l'unité inférieure dans l'hypothèse où la décimale serait inférieure à 50 et à l'unité supérieure dans le cas où la décimale serait égale ou supérieure à 50;

3° le demandeur s'engage à vendre les cartes et les descriptifs de promenades dans un réseau de distribution plus large que celui couvert par les organismes touristiques locaux; à cette fin, le demandeur complète le formulaire défini par le Gouvernement.

**CHAPITRE III. — Des taux et montants de l'intervention**

**Art. 28. § 1<sup>er</sup>.** Le taux d'intervention est fixé à 60 % de la conception, de la fourniture et de la pose des balises, ainsi que de la fourniture de balises de réserve correspondant au maximum à 40 % des balises à placer.

Ce taux peut toutefois être porté à 80 % si le demandeur intègre son itinéraire à d'autres activités ayant un rapport avec le tourisme, en respectant notamment les conditions suivantes :

1° il met en œuvre son projet touristique au sein d'un territoire élargi, se prévalant d'une unité touristique, et sans référence nécessaire aux limites administratives d'une ou de communes;

2° il met en place une concertation et une coopération entre les différents acteurs touristiques locaux afin de développer une stratégie commune autour du projet;

3° il informe les touristes sur les possibilités d'hébergement, les autres itinéraires permanents et les sites et activités touristiques de sa région;

4° il base la promotion de son produit autour d'une image homogène propre à la région considérée.

§ 2. La subvention est forfaitairement fixée à 60 euros par décimètre carré de fond de carte et est plafonnée à 3.000 euros pour la conception, l'édition et l'impression des cartes de promenades.

§ 3. Le taux d'intervention est fixé à 40 % de la conception, de l'édition et de l'impression des descriptifs de promenades. Toutefois, la subvention est plafonnée à 4.000 euros.

§ 4. Aucune subvention n'est accordée pour la conception, la fourniture et la pose des balises d'origine ou de réserve, ainsi que pour la conception, l'édition et l'impression des cartes et descriptifs de promenades, si elles peuvent être subventionnées en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, sauf s'il est établi que, sans cette aide complémentaire, elles ne peuvent être réalisées.

§ 5. Le Gouvernement est habilité à adapter les montants prévus aux paragraphes 2 et 3 pour tenir compte de la valeur de l'indice des prix à la consommation du mois de l'entrée en vigueur du présent décret, selon la formule :

$$\text{montant prévu au paragraphe 2 ou 3} \times \frac{\text{indice nouveau}}{\text{indice de départ}}$$

l'indice de départ étant celui du mois de l'entrée en vigueur du présent décret et l'indice nouveau celui du mois de la date anniversaire de cette entrée en vigueur.

En toute hypothèse, les montants adaptés sur la base de l'alinéa 1<sup>er</sup> sont arrondis à l'unité inférieure dans l'hypothèse où la décimale serait inférieure à 50 et à l'unité supérieure dans le cas où la décimale serait égale ou supérieure à 50.

**CHAPITRE IV. — De la procédure d'octroi de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions**

**Art. 29.** Toute demande de subvention doit être adressée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception au Commissariat général au tourisme.

Elle doit être motivée.

**Art. 30.** Le Gouvernement arrête le contenu de la demande de subvention ainsi que le nombre d'exemplaires qu'elle doit comporter.

**Art. 31.** Toute personne qui demande l'octroi d'une subvention autorise par le fait même le Gouvernement à faire procéder sur place à toute vérification jugée utile.

Le refus de se soumettre à ces vérifications ou l'entrave à celles-ci entraîne la présomption réfragable qu'il n'est pas satisfait aux conditions d'octroi fixées à l'article 27.

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Toute subvention octroyée pour la réalisation d'un itinéraire permanent peut être liquidée à concurrence de maximum 90 % sur production des pièces de dépense justifiant la conception, la fourniture ou la pose de balises de cet itinéraire, à concurrence d'au moins un tiers de la dépense prévue.

Le décompte final doit être présenté au plus tard avant l'expiration du douzième mois suivant la date de la dernière liquidation provisoire.

§ 2. La conception ou la fourniture des balises doit débiter au plus tard dans un délai de six mois à dater de la notification de l'octroi de la subvention et les balises doivent être posées au plus tard douze mois à dater de leur conception ou de leur fourniture.

§ 3. En cas de non-respect des délais prévus aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, et sauf prolongation accordée par le Gouvernement, sur la base d'une demande dûment justifiée introduite par le bénéficiaire avant l'expiration du délai initial, les sommes indûment versées doivent être remboursées.

**Art. 33.** Toute subvention octroyée pour la réalisation de cartes ou de descriptifs de promenades n'est liquidée qu'après leur édition, et sur production de trois exemplaires au moins de ceux-ci et des pièces justificatives du coût de leur réalisation.

**Art. 34.** Le Gouvernement contrôle le respect des conditions fixées aux articles 27, 32 et 33.

Le refus de se soumettre à un contrôle ou l'entrave à un contrôle entraîne la présomption réfragable que le bénéficiaire de la subvention ne respecte pas les conditions fixées à l'article 27, 32 ou 33.

**Art. 35.** Lorsque la subvention n'est pas affectée à la destination prévue ou lorsqu'il n'est plus satisfait aux conditions fixées à l'article 27, ou encore lorsque l'autorisation ou la reconnaissance est retirée, le bénéficiaire doit, sauf autorisation préalable du Gouvernement, rembourser intégralement la subvention si l'événement qui justifie la restitution intervient dans un délai de cinq ans à dater du 1<sup>er</sup> janvier suivant la dernière année pendant laquelle la subvention a été liquidée.

Pour les subventions visées à l'article 26, 1<sup>o</sup>, lorsque cet événement survient après expiration de ce délai de cinq ans, le bénéficiaire doit rembourser la subvention diminuée d'un tiers pour chaque période de douze mois écoulée après le délai de cinq ans précité.

#### **Titre IV. — Dispositions pénales**

**Art. 36.** Celui qui utilise illicitement le signe régional de reconnaissance, procède au balisage d'un itinéraire permanent sans autorisation ou à l'aide de signes non conformes aux balises visées à l'article 2 ou maintient un itinéraire permanent sans autorisation ou indiqué par des signes non conformes aux balises visées à l'article 2 sera puni d'une amende d'1 à 25 euros.

Celui qui détruit, détériore ou enlève volontairement de quelque façon que ce soit des balises d'un itinéraire balisé sera puni d'une amende d'1 à 25 euros.

Celui qui vend une carte de promenades subventionnée ou un descriptif de promenade subventionné à un prix excédant 8 euros sera puni d'une amende d'1 à 25 euros.

**Art. 37.** Les dispositions du livre I<sup>er</sup> du Code pénal, y compris du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues à l'article 36.

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Outre la pénalité prévue à l'article 36, le juge ordonne, à la demande du Commissariat général au tourisme ou du détenteur de l'autorisation, la remise en état des lieux ou la cessation illicite.

Le juge peut ordonner que le condamné fournisse, sous peine d'une astreinte, dans les huit jours suivant le jour où le jugement est devenu définitif, une sûreté au bénéfice de la Région wallonne à concurrence d'un montant égal au coût estimé des mesures ordonnées.

Cette sûreté est constituée par un dépôt auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou par une garantie indépendante émise par un établissement de crédit agréé, soit auprès de la Commission bancaire et financière, soit auprès d'une autorité d'un Etat membre de l'Union européenne, qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit.

Sans préjudice de l'application du chapitre XXIII du livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, le juge peut ordonner que, lorsque les lieux ne sont pas remis en état dans le délai prescrit, le Commissariat général au tourisme puisse pourvoir d'office à son exécution et en récupérer les frais lorsque les travaux ont été exécutés sur simple état dressé par le Gouvernement. Cet état a force exécutoire.

§ 2. Le Commissariat général au tourisme peut agir devant le tribunal de police afin d'obtenir la condamnation, outre la pénalité prévue à l'article 36, à la cessation de l'acte illicite ou à la remise en état des lieux.

Il peut également agir devant le tribunal civil afin d'obtenir la condamnation à la cessation de l'acte illicite ou à la remise en état des lieux.

**Art. 39.** Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement sont chargés de veiller au respect des règles fixées par ou en vertu du présent décret.

Les fonctionnaires et agents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont revêtus de la qualité d'agent de police judiciaire. Ils sont tenus de prêter serment devant le tribunal de première instance de leur résidence.

En cas d'infraction au présent décret ou à ses arrêtés d'exécution, ils dressent procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Dans les dix jours qui suivent la date à laquelle il est établi, le Commissariat général au tourisme transmet ce procès-verbal au procureur du Roi et, par lettre recommandée à la poste, à l'auteur présumé de l'infraction.

#### **Titre V. — Dispositions modificatives, transitoires et finale**

**Art. 40.** A l'article 196 de la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, insérer le mot "temporaire" entre le mot "balisage" et les mots "des routes".

**Art. 41.** Au même article, insérer les mots "de balisage des" entre le mot "et" et le mot "aires".

**Art. 42.** A l'article 197, alinéa 1<sup>er</sup>, supprimer les termes "permanent ou".

**Art. 43.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 février 1996 visant à exécuter les articles 186bis, 188, 193, 194, 196 et 197 du titre XIV de la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, supprimer les définitions "itinéraire permanent intermassifs" et les définitions "itinéraire permanent de massif".

**Art. 44.** Les articles 12, 13 et 17 du même arrêté sont abrogés.

**Art. 45.** Toute autorisation de baliser un itinéraire permanent accordée sur la base de l'article 196 du Code forestier est assimilée à l'autorisation requise en vertu de l'article 5.

**Art. 46.** Les balises apposées hors forêt avant l'entrée en vigueur du présent décret peuvent être maintenues pendant cinq ans à dater de cette entrée en vigueur.

**Art. 47.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

(1) *Session 2003-2004.*

*Documents du Conseil* 601 (2003-2004) N<sup>os</sup> 1 à 7.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 31 mars 2004.

Discussion - Vote.

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1602

[2004/201270]

#### 1 APRIL 2004. — Decreet betreffende de gemarkeerde toeristische wandelroutes, de wandelkaarten en de routebeschrijvingen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### Titel I. — Algemeen

##### HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet, overeenkomstig artikel 138 ervan, en voor de artikelen 40 tot en met 44 van dit decreet, een gewestelijke aangelegenheid.

##### HOOFDSTUK II. — *Begripsomschrijvingen*

**Art. 2.** Er wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> gemarkeerde wandelroute : elke wandelroute met hoofdzakelijk een toeristische bestemming voor niet-gemotoriseerd verkeer, bewegwijzerd door middel van markeringen;

2<sup>o</sup> vaste wandelroute : voor meer dan tien dagen gemarkeerde wandelroute;

3<sup>o</sup> markering : het op regelmatige afstand plaatsen van tekens waarmee het tracé van een wandelroute aangegeven wordt. Het plaatsen van tekens die vervaardigd worden met materiaal dat rechtstreeks uit de natuur gehaald wordt of met materiaal op basis van kalk dat bij regen snel oplost, wordt niet als markering beschouwd;

4<sup>o</sup> markeringsteken : concreet markeringselement, namelijk het genormeerde en kenmerkende teken van de wandelroute waarvan de modellen door de Regering vastgesteld zijn, de achtergrond waarop dat teken is aangebracht en het systeem waarmee dat teken eventueel wordt aangebracht.

Als markeringsstekens worden beschouwd :

a. de plaatsnaamgerelateerde markeringsstekens : markeringsstekens waarvan het doel erin bestaat langs een vaste wandelroute een inlichting van geschiedkundige, kunsthistorische, wetenschappelijke of culturele aard te verstrekken en waarvan het model door de Regering is vastgesteld;

b. de volledige richtingaanwijzende markeringsstekens : markeringsstekens met een richtingaangevende pijl waarvan het doel erin bestaat volledige informatie te verstrekken over de aard en de lengte van de vaste wandelroute, die minstens de naam van de vaste wandelroute en diens doel inhouden, waarvan het model door de Regering is vastgesteld;

c. de eenvoudige richtingaanwijzende markeringsstekens : markeringsstekens met een richtingaangevende pijl waarvan het doel erin bestaat een richtingsverandering aan te geven, waarvan de normen door de Regering zijn vastgesteld;

d. de bakenstokken : de markeringstekens waarvan het doel erin bestaat de te nemen richting te herhalen of te bevestigen, waarvan de normen door de Regering zijn vastgesteld;

e. de vertrekorden : borden die het vertrekpunt van één of meerdere vaste wandelroutes uitmaken, waarvan het doel erin bestaat daar een volledige inlichting over te verstrekken, waarvan de normen door de Regering zijn vastgesteld;

f. de informatieborden, waarvan de normen door de Regering zijn vastgesteld;

5° wandelkaart : elke topografische kaart met een gegeven schaal waarop de vaste wandelroutes en de verschillende uitrustingen voor de opvang van toeristen, ongeacht hun benaming, aangegeven zijn;

6° wandelbeschrijving : elk document met informatie ter omschrijving van één of meerdere vaste wandelroutes waarmee de gebruiker de weg gewezen wordt.

Dat document, dat van de wandelkaart verschilt, kan de vorm van een boek, fiches, zakboekje, gids, folder, blad aannemen zoals meer bepaald de topogids, het "road book", het "pocket plan", de kaartgids, de wandelfiches, de wandelschriftjes;

7° gewestelijk erkenningsteken : schild waarvan het model door de Regering wordt omschreven, waarmee bevestigd wordt dat de vaste wandelroute gemachtigd is of dat de wandelkaart of de wandelbeschrijving door het Commissariaat-generaal voor Toerisme erkend is;

8° toerist : elke persoon die zich als vrijetijdsbesteding, voor de ontspanning of het zakendoen, naar een plaats begeeft die zich verder bevindt dan de gemeente waar hij doorgaans verblijft of dan de naburige gemeenten en die elders dan in zijn gewoonlijke verblijfplaats verblijft;

9° gewestelijke commissie : commissie ingesteld krachtens artikel 186bis van de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, bij artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 29 februari 1996 ter uitvoering van de artikelen 186bis, 188, 193, 194, 196 en 197 van titel XIV van de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek.

### HOOFDSTUK III. — *Termijnberekening*

**Art. 3.** De dag van ontvangst van de akte, die het vertrekpunt is voor een termijn, is er niet in begrepen.

**Art. 4.** Inbegrepen in de termijn is de vervaldag. Indien die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, verschuift de vervaldag naar de eerstvolgende werkdag.

### Titel II. — *Machtiging en erkenning*

#### HOOFDSTUK I. — *Beginselen*

**Art. 5.** Alle vaste wandelroutes, met uitsluiting van de wandelroutes ingesteld in het kader van Ravel (autonoom net voor traag verkeer) dienen het voorwerp uit te maken van een voorafgaande en uitdrukkelijke machtiging.

De wandelkaarten en routebeschrijvingen kunnen erkend worden.

#### HOOFDSTUK II. — *Machtigings- of erkenningsvoorwaarden*

##### *Afdeling 1. — Vaste wandelroutes*

**Art. 6.** Om gemachtigd te worden dient een vaste wandelroute aan volgende voorwaarden te voldoen :

1° het genormeerde teken dient over de gehele lengte van het parcours identiek te zijn en overeen te komen met de door de Regering omschreven normen;

2° er dienen een vertrekbord met minstens de door de Regering omschreven inlichtingen en een eenvoudig richtingaanwijzend markeringsteken te worden aangebracht op het vertrekpunt van de vaste wandelroute;

3° er dienen volledige richtingaanwijzende markeringstekens met minstens de door de Regering omschreven inlichtingen aangebracht te worden op de voornaamste toegangspunten tot de vaste wandelroute;

4° de markeringstekens en de markering dienen overeen te stemmen met de door de Regering omschreven normen.

**Art. 7.** De Regering is gemachtigd om de voorwaarden die vervuld dienen te worden om een machtiging voor de markering van een vaste wandelroute te krijgen, nader te bepalen.

**Art. 8.** Voor de wandelroutes die verband houden met een specifiek thema uit de geschiedenis, de folklore of de plaatselijke cultuur kan de Regering afwijkingen van de door hem omschreven normen toelaten.

##### *Afdeling 2. — Wandelkaarten*

**Art. 9.** Om erkend te worden dient een wandelkaart aan volgende voorwaarden te voldoen :

1° op de kaart staan enkel vaste wandelroutes vermeld en aangegeven;

2° de kaart is op schaal, met duidelijke opgave van de schaal op kaft en kaart;

3° op de kaft van de kaart waarvan het model door de Regering is vastgesteld, worden de types betrokken gebruikers aangegeven;

4° de kaart neemt elke vaste wandelroute in een register op in functie van de types betrokken gebruikers;

5° het tracé van de vaste wandelroutes, evenals de juiste vorm en kleur van de op het terrein aangebrachte genormeerde tekens worden aangegeven zonder dat de belangrijke gegevens vermeld op de achtergrond van de kaart weggelaten worden;

6° op de kaart worden de afstanden, de éénrichtingswegen en, in voorkomend geval, de moeilijkheidsgraad van de verschillende vaste wandelroutes aangegeven;

7° op de kaart worden de aansluitingen op netwerken van vaste wandelroutes op naburige grondgebieden aangegeven;

8° op de kaart worden de verschillende uitrustingen voor de opvang van en de informatieverlening aan de toerist aangegeven, waaronder minstens de door de Regering omschreven bestanddelen, zonder dat de belangrijke gegevens vermeld op de achtergrond van de kaart weggelaten worden.

**Art. 10.** De Regering is gemachtigd om de normen nader te bepalen waaraan de wandelkaarten, om erkend te worden, dienen te voldoen.

##### *Afdeling 3. — Routebeschrijvingen*

**Art. 11.** Om erkend te worden beschrijft een wandelbeschrijving enkel vaste wandelroutes.

**Art. 12.** De Regering is gemachtigd om de normen nader te bepalen waaraan de routebeschrijvingen, om erkend te worden, dienen te voldoen.

HOOFDSTUK III. — *Machtigings- en erkenningsprocedure*

**Art. 13.** Elke aanvraag tot het bekomen van een machtiging om een vaste wandelroute te markeren of een wandelkaart dan wel -beschrijving te laten erkennen dient bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst te worden gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

De Regering bepaalt de vorm van de aanvraag voor de machtiging van een vaste wandelroute, evenals diens inhoud en het aantal in te dienen exemplaren.

De Regering bepaalt de vorm van de erkenning van de wandelkaarten en routebeschrijvingen, evenals hun inhoud en het aantal in te dienen exemplaren.

**Art. 14.** Indien de aanvraag onvolledig is, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme binnen de vijftien dagen na ontvangst bij ter post aangetekend schrijven een lijst van de ontbrekende stukken aan de aanvrager en geeft aan dat de procedure te rekenen van de ontvangst ervan opnieuw begint te lopen. De ontbrekende stukken dienen te worden gericht aan het Commissariaat-generaal bij ter post aangetekend schrijven.

**Art. 15.** § 1. Binnen de vijftien dagen na ontvangst van de volledige aanvraag of van de ontbrekende stukken richt het Commissariaat-generaal een bericht van ontvangst aan de aanvrager met de bevestiging dat het dossier volledig is.

§ 2. Indien de vooropgestelde wandelroute geheel of gedeeltelijk door het bos loopt, richt het Commissariaat-generaal de machtigingsaanvraag voor advies aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Milieu, hierna de inspecteur-generaal genoemd en terzelfder tijd geeft hij aan de aanvrager kennis van het bericht van ontvangst bedoeld in vorige paragraaf.

Binnen een termijn van vijfenveertig dagen te rekenen van het tijdstip waarop het dossier hem is overgemaakt, brengt de inspecteur-generaal een gemotiveerd advies uit en geeft er kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, bij ter post aangetekend schrijven, aan de aanvrager. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daaraan door het Commissariaat-generaal voor Toerisme voorbijgegaan.

§ 3. Gesteld dat het Commissariaat-generaal voor Toerisme het ongunstig advies van de inspecteur-generaal niet deelt, richt het binnen de vijftien dagen na ontvangst van dat advies de machtigingsaanvraag voor eensluidend advies aan de gewestelijke commissie. Terzelfder tijd richt het bij ter post aangetekend schrijven een afschrift van dat verzoek om advies aan de aanvrager.

Binnen de zestig dagen te rekenen van het tijdstip waarop het dossier aan diens voorzitter is overgemaakt, brengt de gewestelijke commissie een gemotiveerd advies uit en geeft er kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, bij ter post aangetekend schrijven, aan de aanvrager. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daaraan door het Commissariaat-generaal voor Toerisme voorbijgegaan.

**Art. 16.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme beslist over de aanvraag voor de machtiging tot het markeren van een vaste wandelroute en geeft kennis van diens beslissing aan de aanvrager binnen de zes maanden te rekenen van het versturen van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 15, § 1.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme beslist over de aanvraag tot erkenning van een wandelkaart of routebeschrijving en geeft kennis van diens beslissing binnen de zestig dagen te rekenen van het versturen van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 15, § 1.

Van de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt kennis gegeven aan de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst. In voorkomend geval wordt een afschrift gericht aan de inspecteur-generaal.

Het uitblijven van kennisgeving aan de aanvrager binnen de gestelde termijn staat gelijk met een weigeringsbeslissing.

**Art. 17.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme levert voor elke vaste wandelroute, elke erkende wandelkaart of routebeschrijving een gewestelijk identificatienummer af.

**Art. 18.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme maakt jaarlijks een officiële gids van wandelingen in Wallonië betreffende de vaste wandelroutes bekend.

HOOFDSTUK IV. — *Procedure tot intrekking van de machtiging of erkenning*

**Art. 19.** De machtiging of de erkenning kan door het Commissariaat-generaal voor Toerisme worden ingetrokken indien de bepalingen van dit decreet of diens uitvoeringsbepalingen niet nageleefd worden.

Indien de machtiging verleend wordt voor een vaste wandelroute die geheel of gedeeltelijk door een bos loopt, kan de inspecteur-generaal aan het Commissariaat-generaal vragen om die machtiging in te trekken indien hij vaststelt dat de bepalingen van dit decreet of diens uitvoeringsbepalingen niet nageleefd zijn.

Indien het Commissariaat-generaal voor Toerisme van mening is dat de machtiging behouden kan blijven, wordt het verzoek van de inspecteur-generaal ter advies voorgelegd aan de gewestelijke commissie. De eindbeslissing ligt bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

**Art. 20.** Vóór een beslissing te treffen tot intrekking van een machtiging of een erkenning licht het Commissariaat-generaal voor Toerisme de houder ervan bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst in over de motieven van de in het vooruitzicht gestelde intrekking.

De houder beschikt over vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van dat advies om zijn opmerkingen bij ter post aangetekend schrijven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme over te maken. Hij kan binnen dezelfde termijn en in dezelfde vorm verzoeken om gehoord te worden. In dat geval wordt hij gehoord door het Commissariaat-generaal voor Toerisme. Er wordt een proces-verbaal opgesteld. De houder wordt minstens acht dagen vóór vastgestelde datum over de hoorzitting ingelicht. Hij kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de personen van zijn keuze.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme geeft kennis van zijn beslissing aan de houder bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst.

**Art. 21.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan te allen tijde beslissen om de intrekkingprocedure te beëindigen, waarover hij dan de houder van de machtiging of van de erkenning bij ter post aangetekend schrijven inlicht.

Een beslissing tot intrekking kan niet plaatsvinden meer dan zes maanden na het sturen van het schrijven bedoeld in artikel 20, eerste lid.

**Art. 22.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme licht de inspecteur-generaal in over de beslissingen tot intrekking van de machtiging om een vaste wandelroute die geheel of gedeeltelijk door een bos loopt, te markeren.



HOOFDSTUK V. — *Voorwaarden voor het uitoefenen van het beroep en procedure*

**Art. 23.** De aanvrager of de houder van de machtiging of van de erkenning, hierna eveneens de "aanvrager" genoemd, kan een gemotiveerd beroep indienen bij de Regering tegen de beslissing tot weigering of intrekking van de machtiging of de erkenning.

Het beroep wordt ingediend binnen de dertig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing of, in het geval bedoeld in artikel 16, vierde lid, na de datum waarop de weigeringsbeslissing als vaststaand wordt beschouwd.

Het wordt bij ter post aangetekend schrijven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht en bij het beroep wordt een afschrift van de omstreden beslissing, indien bestaand, gevoegd.

Het beroep is niet opschortend, behalve indien het een intrekkingbeslissing betreft. In dat geval wordt de intrekkingbeslissing opgeschort tijdens de termijn die de aanvrager gegund wordt om het beroep in te dienen en, in voorkomend geval, tot en met de beslissing van de Regering over het beroep.

**Art. 24.** Binnen de tien dagen na ontvangst van het beroep richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de aanvrager.

De aanvrager kan verzoeken om gehoord te worden, ofwel in zijn beroep, ofwel bij ter post aangetekend schrijven gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme binnen de vijftien dagen volgend op de ontvangst door de aanvrager van het bericht van ontvangst van zijn beroep.

De aanvrager wordt minstens acht dagen vóór de datum vastgesteld voor de hoorzitting daarover ingelicht. Hij kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de personen van zijn keuze. Er wordt een proces-verbaal van de hoorzitting opgesteld.

**Art. 25.** De Regering beslist over het beroep en geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van zestig dagen volgend op het sturen door het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 24.

Van de beslissing van de Regering wordt kennis gegeven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, bij ter post aangetekend schrijven, aan de aanvrager. In voorkomend geval wordt er een afschrift van verstuurd aan de inspecteur-generaal.

Indien de aanvrager de beslissing van de Waalse Regering niet gekregen heeft binnen de tien dagen volgend op het verstrijken van de termijn vastgesteld in het eerste lid, kan hij een herinneringsschrijven versturen. Dat gebeurt bij ter post aangetekend schrijven gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme. De inhoud ervan dient het woord "herinnering" te vermelden en dient om duidelijk te verzoeken dat er beslist wordt over het beroep waarvan een afschrift bij het schrijven wordt gevoegd.

Indien van de beslissing van de Regering niet kennis wordt gegeven in een termijn van dertig dagen volgend op de ontvangst door het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het aangetekend herinneringsschrijven, wordt het stilzwijgen van de regering geacht een beslissing tot verwerping uit te maken.

**Titel III. — Subsidies**HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Art. 26.** Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting kan de Regering een subsidie verlenen voor :

- 1° het ontwerp, het leveren en het plaatsen van markeringen voor de vaste wandelroutes;
- 2° de erkende wandelkaarten en routebeschrijvingen.

HOOFDSTUK II. — *Voorwaarden voor het verlenen en het behoud van subsidies*

**Art. 27.** De mogelijkheid om subsidies te verlenen wordt ondergeschikt gemaakt aan volgende voorwaarden :

1° de vaste wandelroute, de wandelkaart of routebeschrijving kan bijdragen tot de ontwikkeling van het toerisme in het Waalse Gewest;

2° de aanvrager verbindt zich om de wandelkaarten en routebeschrijvingen niet te verkopen tegen een prijs van over acht euro per exemplaar; daartoe vult de aanvrager het formulier vastgesteld door de Regering in. Het kaft van de wandelkaart en -beschrijving vermeldt respectievelijk de zinnen "Deze wandelkaart mag niet verkocht worden tegen een prijs van meer dan 8 euro" en "Deze routebeschrijving mag niet verkocht worden tegen een prijs van meer dan 8 euro".

De Regering is gemachtigd om het bedrag bepaald in vorige zin aan te passen om rekening te houden met de waarde van de index der consumptieprijzen van de maand van inwerkingtreding van dit decreet, volgens de formule :

$$\text{Vroeger bepaalde prijs} * \frac{\text{Nieuwe index}}{\text{Aanvankelijke index}}$$

waarbij de aanvankelijke index, de index is van de maand van inwerkingtreding van dit decreet en de nieuwe index, de index van de maand waarop die inwerkingtreding verjaart.

In alle geval wordt het aangepaste bedrag afgerond naar de lagere eenheid, gesteld dat de decimaal lager zou zijn dan 50 en naar de hogere eenheid, mocht de decimaal gelijk zijn aan of hoger zijn dan 50;

3° de aanvrager verbindt zich ertoe de wandelkaarten en routebeschrijvingen te verkopen in een verspreidingsnetwerk dat ruimer is dan dat van de plaatselijke toeristische instanties; daartoe vult de aanvrager het door de regering vastgestelde formulier in.

HOOFDSTUK III. — *Percentages en bedragen van de tegemoetkoming*

**Art. 28.** § 1. Het tegemoetkomingspercentage wordt vastgesteld op 60 % van het ontwerp, het leveren en het plaatsen van de markeringen, evenals van het leveren van de reservemarkeringen die maximum 40 % van de te plaatsen markeringen vertegenwoordigen.

Dat percentage mag evenwel tot 80 % verhoogd worden indien de aanvrager andere activiteiten die verband houden met toerisme in zijn wandelroute opneemt mits inachtneming van volgende voorwaarden :

1° zijn toeristisch project wordt uitgewerkt op een ruimer grondgebied waarbij uitgegaan wordt van een toeristische eenheid, en zonder dat noodzakelijkerwijs verwezen wordt naar de bestuurlijke grenzen van één of meer gemeenten;

2° hij voorziet in een overleg en in een samenwerking tussen de verschillende plaatselijke toeristische actoren om een gemeenschappelijke strategie rond één project tot stand te brengen;

3° de toeristen worden ingelicht over de logiesmogelijkheden, over de andere vaste wandelroutes en de toeristische plaatsen en activiteiten in zijn streek;

4° hij vestigt de bevordering van zijn product op een samenhangend imago dat eigen is aan de betrokken streek.

§ 2. De subsidie wordt forfaitair vastgesteld op 60 euro per vierkante decimeter basiskaart en met een maximumbedrag van 3.000 euro voor het ontwerp, de uitgave en het drukken van de wandelkaarten.

§ 3. Het tegemoetkomingspercentage wordt vastgesteld op 40 % van het ontwerp, de uitgave en het drukken van de routebeschrijvingen. De subsidie wordt vastgesteld op maximum 4.000 euro.

§ 4. Er wordt geen enkele subsidie verleend voor het ontwerp, het leveren en het plaatsen van oorspronkelijke of reservemarkeringen, noch voor het ontwerp, de uitgave en het drukken van de wandelkaarten en routebeschrijvingen indien zij subsidiabel zijn krachtens andere wets- of regelgevende bepalingen behalve indien vaststaat dat zij zonder die bijkomende tegemoetkoming niet verwezenlijkt zouden kunnen worden.

§ 5. De regering is gemachtigd om de bedragen bepaald in de paragrafen 2 en 3 aan te passen om rekening te houden met de waarde van de index der consumptieprijzen van de maand van inwerkingtreding van dit decreet, volgens de formule :

$$\text{Vroeger bepaalde prijs} * \frac{\text{Nieuwe index}}{\text{Aanvankelijke index}}$$

waarbij de aanvankelijke index, de index is van de maand van inwerkingtreding van dit decreet en de nieuwe index, de index van de maand waarop die inwerkingtreding verjaart.

In alle geval wordt het aangepaste bedrag afgerond naar de lagere eenheid, gesteld dat de decimaal lager zou zijn dan 50 en naar de hogere eenheid, mocht de decimaal gelijk zijn aan of hoger zijn dan 50.

#### HOOFDSTUK IV. — *Procedure voor het toekennen van de vereffening en controle over het gebruik van de subsidies*

**Art. 29.** Elke subsidieaanvraag dient bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst te worden gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

De aanvraag moet gemotiveerd worden.

**Art. 30.** De Regering stelt de inhoud van de subsidieaanvraag evenals het aantal exemplaren dat de aanvraag dient in te houden, vast.

**Art. 31.** Elke persoon die vraagt dat een subsidie wordt toegekend, geeft daardoor de Regering de toelating om zonder verplaatsing elke nuttig geachte verificatie door te voeren.

De weigering om zich te onderwerpen aan die verificaties of het verhinderen ervan brengt het weerlegbare vermoeden teweeg dat niet voldaan wordt aan de toekenningsvoorwaarden vastgesteld in artikel 27.

**Art. 32.** § 1. Elke subsidie die toegekend wordt voor de verwezenlijking van een vaste wandelroute kan vereffend worden tegen maximum 90 % bij overlegging van de uitgavestukken die het ontwerp, het leveren of het plaatsen van markeringen van die wandelroute verantwoordt, ter hoogte van minstens één derde van de bepaalde uitgave.

De eindafrekening dient uiterlijk vóór verstrijken van de twaalfde maand volgend op de datum van de laatste voorlopige vereffening voorgelegd te worden.

§ 2. Het ontwerp of het leveren van de markeringen dient aan te vangen uiterlijk binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de kennisgeving van de toekenning van de subsidie en de markeringen dienen geplaatst te worden uiterlijk twaalf maanden te rekenen van hun ontwerp of levering.

§ 3. In geval van niet-naleving van de termijnen bedoeld in de paragrafen 1 en 2 en behoudens verlenging door de Regering, dienen de onverschuldigd gestorte sommen op grond van een behoorlijk verantwoorde aanvraag ingediend door de gerechtigde vóór verstrijken van de aanvankelijke termijn, terugbetaald te worden.

**Art. 33.** Elke subsidie die toegekend wordt voor de verwezenlijking van wandelkaarten of routebeschrijvingen wordt enkel uitbetaald na hun uitgave en na overlegging van de toekenning van de subsidie en de markeringen dienen geplaatst te worden uiterlijk twaalf maanden te rekenen van hun ontwerp of levering.

**Art. 34.** De Regering controleert of de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 27, 32 en 33 nageleefd worden.

De weigering om zich te onderwerpen aan een controle of het verhinderen ervan brengt het weerlegbare vermoeden teweeg dat de subsidiegerechtigde de voorwaarden vastgesteld in artikelen 27, 32 of 33 niet naleeft.

**Art. 35.** Indien de subsidie niet toegerekend wordt op datgene waarvoor ze voorzien was, of indien niet meer voldaan wordt aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 27 of nog indien de machtiging of de erkenning ingetrokken wordt, dient de gerechtigde, behoudens voorafgaandelijke toelating door de Regering, de subsidie volledig terug te betalen indien de gebeurtenis die de teruggave verantwoordt, plaatsvindt binnen een termijn van vijf jaar te rekenen van 1 januari volgend op het laatste jaar waarin de subsidie vereffend is.

Voor de subsidies bedoeld in artikel 26, 1<sup>o</sup>, dient de gerechtigde, indien die gebeurtenis plaatsvindt na verstrijken van die termijn van vijf jaar, de met één derde verminderde subsidie terug te betalen voor elke periode van twaalf maanden die verstreken is na de termijn van vijf jaar als hogervermeld.

#### **Titel IV. — Strafrechtelijke bepalingen**

**Art. 36.** Degene die onrechtmatig gebruik maakt van het gewestelijk erkenningsteken, een vaste wandelroute markeert zonder machtiging of met behulp van tekens die niet overeenstemmen met de markeringen bedoeld in artikel 2 of een vaste wandelroute behoudt zonder machtiging of een wandelroute, aangegeven door tekens die niet overeenstemmen met de markeringen bedoeld in artikel 2, wordt gestraft met een geldboete van 1 tot 25 euro.

Degene die op welke wijze ook kwaadwillig markeringen van een gemarkeerde wandelroute vernietigt, beschadigt of wegneemt, wordt gestraft met een geldboete van 1 tot 25 euro.

Degene die een gesubsidieerde wandelkaart of routebeschrijving verkoopt tegen een prijs boven 8 euro, wordt gestraft met een geldboete van 1 tot 25 euro.

**Art. 37.** De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, gelden voor de overtredingen bepaald in artikel 36.

**Art. 38.** § 1. Naast de boetes bepaald in artikel 36 beveelt de rechter op verzoek van het Commissariaat-generaal voor Toerisme de staking van de onwettelijke daad of het herstel van de plaats in oorspronkelijke staat.

De rechter kan bevelen dat de veroordeelde op straffe van een dwangsom binnen de acht dagen volgend op de dag waarop het vonnis definitief is geworden een zekerheid ten voordele van het Waalse Gewest stelt waarvan het bedrag gelijk is aan de geraamde kost van de bevolen maatregelen.

Die zekerheid bestaat uit een neerlegging bij de Deposito- en Consignatiekas of uit een onafhankelijke bankwaarborg uitgegeven door een erkende kredietinstelling ofwel bij de Commissie voor het Bank- en Financiewezen ofwel bij een overheid van een lid-Staat van de Europese Unie die gemachtigd is om de kredietinstellingen te controleren.

Onverminderd de toepassing van hoofdstuk XXIII van boek IV van het vierde deel van het Gerechtelijk Wetboek beveelt de rechter dat, indien de plaats niet in oorspronkelijke staat is hersteld binnen de voorgeschreven termijn, het Commissariaat-generaal voor Toerisme van ambtswege in de tenuitvoerlegging ervan kan voorzien en de kosten ervan terug kan vorderen indien de werken zijn uitgevoerd op grond van een gewone staat opgesteld door de Regering. Die staat is uitvoerbaar.

§ 2. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan voor de politie- of correctionele rechtbank treden om naast de boeten bepaald in de artikel 36 de veroordeling tot staking van de onwettelijke daad of het herstel van de plaats in diens oorspronkelijke staat te bekomen.

Het kan eveneens voor de burgerlijke rechtbank treden om de veroordeling tot de staking van de onwettelijke daad of het herstel van de plaats in diens oorspronkelijke staat te bekomen.

**Art. 39.** Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie zijn de ambtenaren en de personeelsleden aangewezen door de Regering ermee belast over de naleving van de regels vastgesteld bij of krachtens dit decreet te waken.

De ambtenaren en personeelsleden bedoeld in het eerste lid zijn bekleed met de hoedanigheid van agent van de gerechtelijke politie. Zij zijn ertoe gehouden de eed af te leggen voor de rechtbank van eerste aanleg van hun verblijfplaats.

In geval van overtreding van dit decreet of diens uitvoeringsbesluiten stellen zij proces-verbaal op dat kracht van bewijs heeft tot bewijs van het tegendeel. Binnen de tien dagen volgend op de datum waarop het is opgesteld maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme dat proces-verbaal aan de procureur des Konings over en, bij ter post aangetekend schrijven, aan de vermoedelijke overtreder.

#### Titel V. — Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen

**Art. 40.** In artikel 96 van de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, het woord "tijdelijk" invoegen voor het woord "bebakening".

**Art. 41.** In hetzelfde artikel de woorden "bebakening van" invoegen tussen het woord "en" en het woord "gebieden".

**Art. 42.** In artikel 197, eerste lid de bewoordingen "permanente of" schrappen.

**Art. 43.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 29 februari 1996 ter uitvoering van de artikelen 186 *bis*, 188, 193, 194, 196 en 197 van titel XIV van de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, de begripsbepalingen "vaste route door bosgroeperingen" en "vaste route door een bosgroepering" schrappen.

**Art. 44.** De artikelen 12, 13 en 17 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 45.** Elke machtiging tot het markeren van een vaste wandelroute toegekend op grond van artikel 196 van het Boswetboek wordt gelijkgesteld met de krachtens artikel 5 vereiste machtiging.

**Art. 46.** De markeringen die buiten het bos worden geplaatst voor de inwerkingtreding van dit decreet kunnen tijdens vijf jaar te rekenen van die inwerkingtreding in stand worden gehouden.

**Art. 47.** De Regering stelt de datum vast van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Ph. COURARD

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad 601 (2003-2004) nrs. 1 tot en met 7.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 31 maart 2004.*

*Bespreking - Stemming.*